

JOURNAL DE MONACO

Bulletin officiel de la Principauté



Avis de recrutement n° 2024-256 d'un (1) élève-Lieutenant de Police à la Direction de la Sûreté Publique.

N° journal

8724

Date de publication

06/12/2024

La Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique fait savoir qu'un concours en vue du recrutement d'un (1) élève-Lieutenant de Police est ouvert à la Direction de la Sûreté Publique.

Le nombre d'élèves-Lieutenants de Police à recruter pourra être modifié en fonction des postes qui pourraient se libérer postérieurement à la parution du présent avis.

I - CONDITIONS GÉNÉRALES

1. Être âgé de 21 ans au moins au 1^{er} janvier de l'année du concours et de 30 ans au plus au 31 décembre de l'année du concours,
2. Justifier d'un niveau d'études correspondant au niveau licence (L3),
3. Être titulaire du permis de conduire de catégorie « B » (véhicules légers),
4. Être libre de tout engagement et de toute obligation militaire au moment du recrutement,
5. Être de bonne moralité,
6. Avoir sa résidence principale, lors de la prise de fonctions et tout au long de la carrière au sein de la Direction de la Sûreté Publique, à Monaco ou dans une commune située à moins de 30 km de Monaco,
7. Ne seront pas admis à se présenter à ce concours les candidat(e)s qui ont échoué trois fois au concours d'élève-Lieutenant de Police ainsi que ceux qui ne présentent pas toutes les garanties requises pour l'exercice des fonctions de Lieutenant de Police,
8. Conformément à la législation en vigueur, la priorité d'emploi sera réservée aux candidat(e)s de nationalité monégasque.

II - CRITÈRES PHYSIQUES ET MÉDICAUX

1. Avoir une taille minimale, nu-pieds, de 1,65 m pour les candidates et de 1,75 m pour les candidats et avoir un indice de masse corporelle (défini par le rapport poids en kilogrammes / taille en mètre au carré) compris entre 18 et 28, sauf pour les candidats pouvant justifier d'un statut de sportif de haut niveau, ainsi qu'une masse musculaire normale rapportée au poids ;
2. Avoir une acuité visuelle, sans correction, spontanée ou après chirurgie oculaire de plus de trois mois, au moins égale à 15/10ème pour les deux yeux, sans que l'acuité minimale, sans correction, pour un œil soit inférieure à 7/10ème, et être indemne de tout trouble de la vision des couleurs, ainsi que de toute anomalie oculaire incompatible avec les missions opérationnelles attachées aux fonctions ;
3. Avoir les qualités auditives suivantes :
 - Courbe d'audiométrie ne dépassant pas le seuil d'intelligibilité de 10 dB pour les fréquences de 0 à 2000 hertz, 20 dB de 2000 à 6000 hertz et 30 dB de 6000 à 8000 hertz,
 - Scores d'intelligibilité sans bruit de fond supérieurs à 88 % pour chaque oreille,
 - Scores d'intelligibilité mesurés avec les deux oreilles voix chuchotées audibles à 6 mètres sans appareil acoustique ;
4. Être à jour des vaccins antidiphthérique, antitétanique, antipoliomyélitique (D.T.P.) et anti V.H.B. ;

5. N'être atteint d'aucune pathologie incompatible avec les missions opérationnelles attachées aux fonctions ;
6. Être médicalement apte à un service actif de jour comme de nuit pouvant comporter une exposition aux intempéries et une station debout prolongée ;
7. Ne pas être porteur d'un tatouage apparent en tenue d'uniforme ;
8. Les candidats devront satisfaire aux conditions d'aptitude physiques, médicales et mentales prévues par les articles 2 à 4 de l'arrêté ministériel n° 2023-525 du 7 septembre 2023, modifié.

Les candidats devront également satisfaire aux tests psychotechniques et psychologiques prévus par l'article 5 de l'arrêté ministériel n° 2023-525 du 7 septembre 2023, modifié, destinés à évaluer leur profil psychologique, leur stabilité émotionnelle ainsi que leur rapport à l'autorité, lesquels doivent être compatibles avec l'exercice de la fonction, répondant notamment aux critères suivants :

- Avoir un sens prononcé du devoir et du Service Public ;
- Avoir un sens aigu de la discipline et de la hiérarchie ;
- Adhérer sans réserve aux principes liés à l'exercice de l'autorité et du commandement ;
- Être éminemment loyal et digne de foi ;
- Savoir impérativement travailler en équipe et interagir avec différents types de publics ;
- Savoir particulièrement gérer et maîtriser son stress et être capable de répondre efficacement à des situations d'urgence ;
- Être ouvert d'esprit ;
- Savoir s'adapter et savoir faire preuve de discernement ;
- Avoir confiance en soi ;
- Être en capacité de s'adapter à des contraintes horaires flexibles.

III - DOCUMENTS À FOURNIR

Les candidat(e)s devront adresser à l'École de Police de la Sûreté Publique, **au plus tard le vendredi 27 décembre 2024** un dossier comprenant :

- une lettre manuscrite de candidature adressée à Monsieur le Contrôleur en charge de la Direction de la Sûreté Publique, précisant les motivations ;
- un engagement écrit à assurer un service continu de jour comme de nuit, week-ends et jours fériés compris et à avoir sa résidence principale, lors de la prise de fonctions et tout au long de la carrière au sein de la Direction de la Sûreté Publique, à Monaco ou dans une commune située à moins de 30 km de Monaco ;
- la notice individuelle de renseignements, fournie par la Direction de la Sûreté Publique ou téléchargeable sur le site Internet du Gouvernement Princier (<https://monservicepublic.gouv.mc/thematiques/emploi/recherche-d-emploi-et-recrutement/recrutement-dans-la-fonction-publique/devenir-fonctionnaire-de-police> (<https://monservicepublic.gouv.mc/thematiques/emploi/recherche-d-emploi-et-recrutement/recrutement-dans-la-fonction-publique/devenir-fonctionnaire-de-police>)) ou de l'École de Police (<https://ecoledepolice.gouv.mc/> (<https://ecoledepolice.gouv.mc/>)) dûment remplie ;
- un curriculum vitae complet ;
- un extrait d'acte de naissance et, pour les candidat(e)s marié(e)s ou chargé(e)s de famille, une photocopie du livret de famille ;
- une photocopie des diplômes et/ou attestations justifiant du niveau d'études ;
- une photocopie, recto et verso, du permis de conduire les véhicules automobiles, catégorie « B » ;
- une photographie couleur en pied récente (format 10 x 15) ;
- quatre photographies d'identité (3,5 x 4,5) récentes, identiques et nu-tête en noir et blanc ou en couleur sur fond blanc ;
- une photocopie de la carte nationale d'identité, en cours de validité ;
- un bulletin n° 3 du casier judiciaire établi depuis moins de 3 mois à la date de la première épreuve du concours ;

- un certificat de nationalité monégasque ou française ;
- un certificat médical d'aptitude délivré par le médecin traitant, attestant au vu du présent avis de recrutement, d'une part, que le ou la candidat(e) ne présente aucun signe d'affection cliniquement décelable tel que spécifié aux points 3, 5 et 6 susmentionnés et, d'autre part, que le ou la candidat(e) est médicalement apte à participer aux épreuves sportives de ce concours. Ce certificat médical devra, le jour de la première épreuve de ce concours, être daté de moins de trois mois. Ce document est téléchargeable sur le site Internet du Gouvernement Princier (<https://monservicepublic.gouv.mc/thematiques/emploi/recherche-d-emploi-et-recrutement/recrutement-dans-la-fonction-publique/devenir-fonctionnaire-de-police> ou de l'École de Police (<https://ecoledepolice.gouv.mc/>)) ;
- les candidat(e)s de nationalité française, devront fournir une photocopie d'un document de l'autorité militaire attestant de la participation à la journée d'appel de préparation à la défense.

Sera déclaré irrecevable tout dossier présentant un certificat médical incomplet, raturé ou ne respectant pas les formes requises.

L'attention des candidat(e)s est appelée sur le fait qu'ils/elles ne pourront participer aux épreuves sportives sans avoir fourni ces documents.

Les candidat(e)s seront convoqué(e)s pour une vérification des critères administratifs et physiques, avant les épreuves d'admissibilité, étant précisé qu'ils devront impérativement présenter, à cette occasion, les originaux des photocopies des pièces réclamées.

IV - ÉPREUVES DU CONCOURS

Les candidat(e)s admis(es) à concourir seront convoqué(e)s aux épreuves détaillées ci-dessous, notées sur 20 points chacune et dotées des coefficients suivants :

1. Épreuves d'admissibilité :

a) Épreuves sportives (coef.2) :

- Épreuve de natation (50 mètres nage libre),
- Course à pied de 1000 mètres,
- Parcours d'évaluation des capacités physiques.

Une moyenne générale inférieure à 12 / 20 est éliminatoire.

b) Les candidat(e)s, ayant subi avec succès les épreuves sportives, seront soumis à des tests psychotechniques, destinés à éclairer le jury final, sous la forme d'un avis consultatif, émis par le psychologue, sur la personnalité des postulants,

c) Une dissertation sur un sujet de culture générale (durée : trois heures ; coef.2),

Une note inférieure à 6 / 20 est éliminatoire ;

d) Une épreuve écrite de droit pénal général et/ou de procédure pénale (Durée : quatre heures ; coef.3),

Une note inférieure à 6 / 20 est éliminatoire ;

e) Une épreuve écrite de droit public monégasque (durée : trois heures ; coef.2),

Une note inférieure à 6 / 20 est éliminatoire.

Pour participer aux épreuves d'admission, les candidat(e)s devront avoir obtenu aux épreuves d'admissibilité une moyenne générale supérieure ou égale à 10/20.

2. Épreuves d'admission :

a) Une épreuve orale de droit pénal général et/ou de procédure pénale (coef.2),

Une note inférieure à 8 / 20 est éliminatoire ;

b) Un questionnaire à choix multiples portant sur une langue étrangère (anglais, allemand, espagnol, italien), laquelle devra être indiquée par les candidats lors de la constitution de leur dossier. (Durée : 2 heures ; coef.1) ;

c) Les candidat(e)s, ayant subi avec succès les épreuves d'admissibilité, seront soumis(es) à des tests et entretiens psychologiques, destinés à éclairer le jury final, sous la forme d'un avis consultatif, émis par le psychologue, sur la personnalité des postulants ;

d) Une conversation avec le jury (coef.6),

Une note inférieure à 10 / 20 est éliminatoire.

Les candidat(e)s faisant déjà partie de l'Administration monégasque ayant obtenu, au moins, 180 points au terme de l'ensemble des épreuves, bénéficieront d'un point de bonification par année de service, avec un maximum de cinq points.

À l'issue des épreuves d'admission, dans la limite des postes disponibles, le jury arrêtera le classement final par ordre de mérite en ne retenant que les candidat(e)s ayant obtenu un total minimum de 180 points sur 360 sur l'ensemble du concours.

V. - COMMISSION MÉDICALE

Les candidats retenus au terme des épreuves d'admission seront convoqués par la Commission Médicale de Recrutement, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel n° 2023-525 du 7 septembre 2023, modifié, relatif aux conditions d'aptitude physique et médicale, ainsi qu'aux modalités d'évaluation psychologique pour l'exercice des fonctions d'élève-Agent de Police, d'élève-Lieutenant de Police, d'Agent de Police stagiaire, de Lieutenant de Police stagiaire, ainsi qu'à la titularisation des Agents de Police et des Lieutenants de Police.

L'attention des candidat(e)s est appelée sur le fait qu'il pourra leur être demandé de se soumettre à divers examens médicaux, notamment ceux relatifs au dépistage et à l'usage de produits illicites.

Tout résultat positif à ces tests de dépistage entraînera un contrôle biologique que le ou la candidat(e) devra subir au Centre Hospitalier Princesse Grace. La confirmation, au cours du contrôle biologique, du résultat positif obtenu initialement, entraînera l'élimination du ou de la candidat(e).

Tout refus du ou de la candidat(e) de faire pratiquer l'ensemble de ces examens entraînera son élimination.

À l'issue de ces examens, les candidat(e)s seront déclaré(e)s admis(es), dans la limite des postes à pourvoir, sous réserve de la délivrance d'un certificat d'aptitude physique délivré par la Commission Médicale de Recrutement.

VI. - COMPOSITION DU JURY

Le jury de ce concours sera composé comme suit :

- M. le Contrôleur en charge de la Direction de la Sûreté Publique, ou son représentant, Président du jury,
- M. le Directeur Général du Département de l'Intérieur, ou son représentant,
- M. le Secrétaire d'État à la Justice, Directeur des Services Judiciaires, Président du Conseil d'État, ou son représentant,
- M. le Directeur des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, ou son représentant,
- M. le Directeur Adjoint de la Sûreté Publique, ou son représentant,
- M. le Chef de la Division de Police Judiciaire de la Direction de la Sûreté Publique, ou son représentant,
- M. le Chef de la Division de Police Administrative de la Direction de la Sûreté Publique, ou son représentant,
- M. le Chef de la Division de Police Urbaine de la Direction de la Sûreté Publique, ou son représentant,
- M. le Chef de la Division du Renseignement Intérieur de la Direction de la Sûreté Publique, ou son représentant,
- M. le Chef de la Division de l'Événementiel et de la Préservation du Cadre de Vie, ou son représentant,
- Mme le Chef de la Division de Police Maritime et Aéroportuaire de la Direction de la Sûreté Publique, ou son représentant,
- Mme le Chef de la Division de l'Administration et de la Formation de la Direction de la Sûreté Publique, ou son représentant,
- le Représentant des fonctionnaires auprès de la Commission paritaire compétente ou, à défaut, son suppléant,
- un psychologue, à titre consultatif.